

Énième scrutin anticipé dans une Bulgarie clivée sur la Russie



Dans une atmosphère festive, un manifestant bulgare arbore les drapeaux de Russie et de Bulgarie, au cours d'un rassemblement russophile près de Kalofer (centre), le 25 septembre. ©AFP

Les Bulgares élisent leurs députés pour la 4e fois en un an et demi. Un scrutin nappé de controverses sur le rapport à la Russie en pleine guerre du gaz.

Une fois de plus, les Bulgares sont appelés aux urnes, ce dimanche 2 octobre mais combien seront-ils encore à s'y rendre? C'est la quatrième fois en moins de 18 mois qu'ils doivent élire leurs députés. Le pays peine à trouver un nouvel équilibre politique depuis les grandes manifestations de l'été 2020, et l'invasion russe de l'Ukraine a fini par désarçonner le gouvernement, dont le Premier ministre europhile Kiril Petkov avait adopté une position ferme vis-à-vis de Moscou, au prix d'une rupture d'approvisionnement en gaz russe.

Point de rupture

Rétroactes. La colère de la rue, qui s'était surtout exprimée à Sofia, avait été déclenchée par un scandale immobilier impliquant des ministres membres du parti des Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (Gerb, centre droit), du Premier ministre de l'époque, **Boïko Borissov, que le scrutin de dimanche pourrait remettre en pole position**. Ex-officier de la police secrète communiste, il a déjà dirigé le gouvernement pendant dix ans et est régulièrement accusé d'être responsable de la corruption qui mine le pays **notamment dans le cadre de la construction du segment bulgare du gazoduc Turkish Stream, qui permet à Gazprom de relier les Balkans** en contournant l'Ukraine.

La Bulgarie a été le premier pays à voir les livraisons de Gazprom s'arrêter, en avril 2022, alors que la Russie fournissait 95%

des importations bulgares de gaz.

Aux élections générales d'avril 2021, son parti perd des plumes, et il ne parvient pas à former de gouvernement. Les électeurs sont rappelés aux urnes trois mois plus tard: nouvel échec, et nouvelles élections. Cette fois, nous sommes en novembre 2021, le parti centriste et europhile de Kiril Petkov, "Poursuivons le changement" (PP), passe en tête. Il parvient à former un gouvernement avec les socialistes, une coalition de petits partis libéraux et verts, et un parti attrape-tout, "Un tel peuple existe". La coalition s'entend sur un programme de réformes et de lutte contre la corruption. **Elle ne résistera pas longtemps à la déflagration du 27 février 2022** .

L'agression de l'Ukraine par la Russie a ébranlé le gouvernement, fortement divisé sur le soutien à Kiev, **note** Corinne Deloy, dans une analyse pour la **Fondation Robert Schuman**, un think tank pro-européen. Le PP du Premier ministre s'est engagé aux côtés de l'Ukraine, condamnant la Russie et soutenant les sanctions européennes, y compris en **refusant d'ouvrir un compte en rouble pour payer à Gazprom ses livraisons de gaz** , comme le Kremlin l'exigeait. La Bulgarie a été le premier pays à voir les livraisons de Gazprom s'arrêter, en avril 2022, alors que **la Russie fournissait 95% des importations bulgares de gaz, essentiellement destiné à l'industrie** .

"Cette décision a provoqué une rupture complète des relations entre Kiril Petkov et le président de la République, Roumen Radev" , rappelle Corinne Deloy, alors qu'une large majorité de la population, selon les sondages, est favorable à l'achat de gaz russe s'il est meilleur marché. Quand un des membres de la coalition a fini par se retirer, le gouvernement n'a pas résisté à la motion de défiance déposée par le Gerb de Boïko Borissov.

Poussée pro-russe

Le pays de 6,5 millions d'habitants qui borde la mer Noire a de profonds liens historiques avec la Russie. Il a été ces derniers mois le théâtre de manifestations pro-russes, arborant le signe "Z" et des pancartes à l'effigie de Poutine, en face des manifestations de soutien à l'Ukraine. Un sondage diffusé en avril indiquait que **près de la moitié des Bulgares considèrent que la Russie n'est pas responsable de la situation en Ukraine** .

"Beaucoup pensent que le scrutin législatif ne permettra pas de former un gouvernement stable."

Corinne Deloy

Fondation Robert Schuman

Comment ce clivage va-t-il se répercuter au Parlement? Les derniers sondages donnent à nouveau le Gerb de Borissov loin devant les autres **formations politiques** près de dix points au-dessus du PP. Le parti d'extrême droite "Renaissance", russophile, qui défend une position de neutralité absolue sur l'invasion de l'Ukraine, est loin derrière, mais **pourrait enregistrer la plus forte progression et séduire plus d'un électeur sur dix** .

Reste à voir quelle coalition pourrait émerger. "Beaucoup pensent que le scrutin législatif ne permettra pas de former un gouvernement stable, ce qui pourrait conduire à l'obligation d'organiser un nouveau scrutin en 2023", prévient Corinne Deloy. À moins, vu la gravité du contexte économique, qu'une majorité se dégage pour un gouvernement temporaire d'experts.

Le résumé

- Les répliques de l'agression russe contre l'Ukraine ont eu raison du dernier gouvernement bulgare.
- Pour la quatrième fois en un an et demi, les électeurs élisent leurs députés sur une scène politique divisée sur l'attitude à prendre face à Moscou.
- Alors que le pays a été le premier à voir Gazprom interrompre ses livraisons de gaz, il subit une forte poussée inflationniste.
- Ce nouveau scrutin permettra-t-il de déboucher sur la formation d'un gouvernement stable? Rien n'est moins sûr.